



Bruxelles, le 21 juin 2017

POUR UNE POLITIQUE PROGRESSISTE A BRUXELLES

Réuni le 20 juin 2017, le comité régional bruxellois de la CSC a pris acte de la crise politique ouverte au sein des gouvernements régionaux wallons et bruxellois et, par contrecoup, des gouvernements de la Communauté française et des commissions communautaires française et commune de Bruxelles.

Il comprend la nécessité de réactions fermes et radicales face aux affaires qui ont fortement terni l'image de l'ensemble des mandataires publics. Il s'interroge néanmoins sur la stratégie mise en œuvre, et surtout sur ses suites possibles.

Des projets importants pour la population bruxelloise étaient en discussion au sein des gouvernements concernés. Nous songeons à celui des allocations familiales et à celui des soins pour perte d'autonomie, qui ont déjà pris un retard important, et qu'il serait désastreux de devoir recommencer à zéro. Nous songeons à la réforme des baux, où nous demandons des avancées pour lutter contre les loyers abusifs. Nous songeons à l'enseignement, qui nécessite à Bruxelles des investissements importants en vue d'un enseignement démocratique et de qualité, et une série de dossiers en voie de finalisation, comme les aides à l'emploi.

Un système de concertation sociale bruxellois commençait à s'éveiller sur ces matières, avec la perspective d'aller au-delà du cadre de la « stratégie 2025 ». Tout doit être mis en œuvre pour soutenir et développer la dynamique qui s'est mise en place.